

**VERDICT DANS L'AFFAIRE DE TRAFIC D'HÉROÏNE À HYDRA****17 mois dont sept fermes prononcés par la justice**

**Le verdict est tombé hier dans l'affaire des mis en cause poursuivis pour trafic d'héroïne dans la capitale, plus exactement à Hydra. Ainsi, le juge a prononcé à l'encontre des neuf mis en cause une peine de dix-sept mois de prison dont sept fermes. Ayant déjà passé huit mois en prison, les mis en cause ont quitté hier la prison d'El Harrach.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le tribunal pénal de Bir Mourad Rais n'a pas retenu à l'encontre des huit mis en cause le chef d'inculpation de trafic de drogue. A la lecture du verdict, il ressort nettement que le magistrat n'a retenu que le chef d'inculpation de consommation d'héroïne. Une inculpation qui a évité aux prévenus une lourde condamnation conformément au code pénal.

Pour rappel, le ministère public avait requis à l'encontre des huit prévenus une très lourde peine, soit vingt années de prison fermes.

Il est à noter qu'avant le renvoi devant le tribunal correctionnel, les mis en cause ont été poursuivis par la chambre d'accusation pour «vente et consommation de drogue».

Les inculpés, qui ont passé huit mois à la maison d'arrêt d'El Harrach, ont été interpellés en janvier dernier et déferés devant le magistrat instructeur près le tribunal de Bir Mourad Raïs, qui avait décidé

de les mettre sous mandat de dépôt.

L'affaire en elle-même remonte au 25 décembre dernier, lorsque les services de police ont été informés d'une opération de vente d'héroïne à Hydra. Une souricière avait permis l'arrestation des jeunes Sid-Ahmed et Réda, à bord d'une Golf, dans laquelle sept capsules d'héroïne ont été récupérées. L'interrogatoire avait permis de remonter la filière.

Les capsules sont achetées pour la somme de 3 000 DA l'unité auprès d'un certain Mahdi, dit «Dr Boch», qui, lui, s'approvisionne auprès d'un certain Abdou d'origine malienne, résidant à Bordj El Kiffan. Poursuivant leurs recherches, les éléments de la police judiciaire n'ont pas tardé à aboutir à l'arrestation de Mahdi en compagnie du fils d'un ex-officier supérieur de l'ANP, à bord d'une Peugeot 207, appartenant à ce dernier. Après la fouille du véhicule, sept capsules d'héroïne et une



Les mis en cause ont été poursuivis pour vente et consommation de drogue.

autre contenant du crack furent découvertes. Mahdi aurait affirmé que la marchandise lui a été vendue par H. B., fils d'un ex-ministre et occupant des responsabilités politiques dans l'ex-parti unique,

qui lui déclare l'avoir obtenue auprès d'un ressortissant nigérian dit Hassan résidant à Ouled Fayet, qui semble être le dealer.

Arrêté, il aurait reconnu avoir vendu de la drogue aux fils des

deux ex-hauts responsables pour 3 000 DA la capsule, qu'ils revenaient à leur tour à raison de 3 500 DA l'unité. Déférés devant le magistrat relevant de la juridiction compétente en date du 2 janvier 2011, du tribunal de Bir Mourad Raïs, ils ont été placés sous mandat de dépôt «pour importation, commercialisation, vente et consommation de drogue et de psychotropes». Au mois d'avril dernier, les avocats de la défense avaient introduit des demandes de mise en liberté provisoire, mais la chambre d'accusation les a rejetées. Une source judiciaire avait révélé que la quantité saisie est jugée considérable, soit 40 capsules d'héroïne et de cocaïne.

Selon les mêmes sources, le cerveau principal de cette affaire est un ressortissant nigérian. La cocaïne, dont un gramme se négocierait entre 8 000 et 12 000 DA (entre 80 et 120 euros), a fait son apparition dans les milieux de la jet-set algéroise au cours des cinq dernières années.

Droque de riches, consommée dans certaines boîtes de nuit de la capitale ou dans les fêtes privées, elle circule en Algérie grâce aux ressortissants subsahariens, notamment nigériens.

A. B.

**SECTEUR DU BTPH****La CGOEA mobilise ses troupes à l'Ouest**

**Le secteur du bâtiment se trouve bel et bien dans la tourmente, et les professionnels de ce secteur vital sont inquiets, et pour cause, les pouvoirs publics continuent à faire la sourde oreille aux multiples revendications, lancées notamment par le responsable de l'UGEA qui revient à la charge en demandant une tripartite du bâtiment sous l'égide de la CGOEA, cette dernière n'a pas été impliquée dans la dernière tripartite.**

La rentrée sera donc chaude et les responsables de cette Confédération annoncent déjà la couleur. Ils ne se laisseront pas faire et durant ce dernier semestre, il se passera certainement des choses.

Dans le cadre de la relance de ses activités, la Confédération générale des opérateurs et des entrepreneurs algériens a lancé

une vaste campagne de sensibilisation et de mobilisation à travers toutes les wilayas de l'Ouest, les entreprises du bâtiment affiliées à l'UGEA expriment leur soutien total à la CGOEA.

Dernièrement, le président de l'UGEA, en l'occurrence M. Abdelmadjid Dennouni, a clairement remis en cause le caractère

contraignant de certains avis d'appels d'offres qui éliminent les entreprises algériennes.

En effet, peu d'entreprises peuvent satisfaire aux critères des appels d'offres. Il est exigé des soumissionnaires la catégorie 9, autant dire que la majorité des entreprises algériennes est écartée d'avance pour la réalisation des grands travaux, tels que la construction des ports.

Le plan quinquennal n'a pas encore démarré et la menace pèse sur les entreprises privées qui emploient plus de 800 000 salariés dont 200 000 font partie de la main-d'œuvre qualifiée. C'est pour cette raison impérieuse que les responsables du BTPH demandent la tenue des assises nationales pour ce secteur.

Au cours de l'assemblée générale de la Confédération, qui se tiendra le 5 septembre, il y aura la désignation d'un nouveau bureau qui aura pour mission principale de dégager une feuille de route en insistant sur les priorités de l'heure.



Les professionnels du bâtiment montent au créneau.

Les représentants de certains partis politiques n'ont pas été insensibles au cri de détresse des 800 000 travailleurs du bâtiment

et ils comptent bien interpellier le gouvernement à la prochaine session parlementaire.

M. Zenasni

**RÉVISION D'EXPLOITATION  
DES LIGNES****Le satisfecit de l'Organisation nationale des transporteurs algériens**

L'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) applaudit la dernière décision du ministère des Transports relative à l'autorisation d'exploitation des lignes qui passe de trois à cinq ans.

L'organisation, qui reconnaît que le département de Amar Tou a répondu à l'une de ses doléances, demande, par ailleurs, dans un communiqué rendu public, l'accélération de la concrétisation du reste de sa plate-forme des revendications. Celle-ci tourne essentiellement autour de la révision de la tarification du transport urbain sur les lignes de moins de 30 km. La création de commissions de wilaya chargées de délivrer des autorisations d'exploitation des lignes ainsi que la promulgation d'un texte d'application relatif aux sanctions administratives prévoyant des amendes pour les chauffeurs en cas d'infraction.

Les transporteurs revendiquent également la participation des collectivités territoriales et locales dans les décisions d'implantation de nouvelles gares routières, l'épuration de leurs dettes fiscales, l'allègement des impôts ainsi que la réactivation du Conseil national du transport comme il est convenu dans le décret exécutif 261/03 du 23 juillet 2003.

S. A.

**POUR UNE ERREUR DE CALCUL  
DES PRI ET PRC****400 employés de GL1K de Skikda observent un sit-in**

**Les employés du GL1K reviennent à la charge, cette fois-ci sous la houlette de la section syndicale de l'entreprise, en observant, dans la matinée d'hier, un sit-in devant le siège de la direction pour dénoncer la non-régularisation des PRI et PRC avec rappel à effet rétroactif de juillet 2007.**

Ils étaient près de 400 personnes à revendiquer l'alignement de leurs primes sur la grille salariale de Sonatrach. La Sonatrach Aval, destinataire de correspon-

dances de revendications, a admis l'erreur de calcul. Restera donc l'application selon la réglementation en vigueur. Selon le secrétaire général du syndicat d'entreprise,

«certes les PRI et PRC ont été incluses dans nos salaires, mais pas comme il se doit. Elles ont été calculées sur seulement la base de 8,12% du taux global».

Le dimanche 11 septembre a été fixé comme ultimatum par les travailleurs pour la régularisation de leur situation. En cas de statu quo, un autre débrayage est prévu.

Zaid Zoheir